

Christine Delory-Momberger

La légitime résistance à la question de l'*identité nationale* – au mieux si maladroitement posée, au pire si sujette à une instrumentalisation droitière ou extrême droitière – ne doit pas venir occulter la juste préoccupation que l'on peut et que l'on doit porter à la question du *citoyen*, c'est-à-dire à la question du *sujet dans la cité*. Malgré des similitudes de surface, ces deux questions – celle de l'identité nationale et celle de la citoyenneté – sont d'un tout autre ordre, et il faut précisément résister à la tentation qui mènerait à rabattre la seconde sur la première, à faire de la réponse donnée à la seconde la déduction naturelle de la première, et finalement à les confondre. Mais cela engage à ne pas faire l'économie d'une réflexion approfondie – qui serait de nature à la fois historique et politique – sur ce que sont ou pourraient être aujourd'hui la cité et le citoyen.

C'est à poser les premiers éléments de cette réflexion qu'est consacré le débat de ce deuxième numéro du *Sujet dans la Cité*. Ce débat, nous avons souhaité l'aborder sous l'angle des *identités citoyennes*, autrement dit des manières dont les membres d'une collectivité, qu'elle soit ou non nationale, peuvent élaborer, développer, affirmer des positions identitaires dans un rapport d'appartenance, de solidarité, d'engagement, de responsabilité à cette collectivité et à ceux qui la composent. Le contexte national et plus encore international nous semble donner une actualité et une urgence particulière à ce questionnement : en effet, si en France et plus largement en Europe le discours de l'identité nationale fait l'objet d'une captation par une idéologie et des classes politiques qui le déclinent dans les termes réducteurs d'une conception délibérément défensive et exclusive, on assiste dans le même temps à une vague de mouvements sociaux, portés majoritairement par les couches les plus jeunes de la population, venant manifester des formes nouvelles d'engagement citoyen. Quant aux « printemps arabes » – certainement l'événement majeur de ce début de décennie –, les identités citoyennes qu'ils ont libérées sont venues illustrer des valeurs de dignité et de liberté, de débat et de démocratie, dans une région du monde que l'on pensait vouée à l'immobilisme politique et sociétal imposé par des pouvoirs autoritaires et répressifs.

En consacrant le dossier central de ce numéro à « l'habiter », la revue retient une thématique rarement abordée pour elle-même parmi les objets d'une *recherche biographique* que sa flexion naturelle porte davantage vers les temporalités que vers les spatialités dans lesquelles se déploient les existences. L'approche choisie, qu'énonce le titre du dossier, « Habiter en étranger. Lieux mouvements frontières », poursuit cependant une autre finalité que celle qui relèverait de la seule exploration disciplinaire ou spéculative. Par le focus mis sur « l'habiter en étranger », nous souhaitons interroger les conditions même de possibilité d'un habiter « hors de chez-soi », avec toutes les contradictions et toutes les difficultés, avec tous les drames humains, mais aussi avec toutes les potentialités d'invention et de création dont est porteuse une telle modalité de l'habiter, devenue aujourd'hui le lot de larges parties de la population humaine en même temps qu'un trait de notre modernité.

À la proposition de ce dossier thématique sur « l'habiter », on voudrait attacher un double enjeu. Le premier, anthropologique, consiste à poursuivre l'interrogation sur la manière dont les hommes *font* avec les lieux, à se demander comment ils fabriquent et produisent de « l'habiter », y compris lorsqu'ils « habitent en étrangers » et que sont bouleversées les définitions classiques de l'habiter ; et peut-être cette question, posée en termes de territoires et de frontières, de chez-soi et d'ailleurs, permet-elle d'approcher à nouveaux frais ce qui serait le « lieu mental » de l'habiter, autrement dit les processus de construction/déconstruction d'un « lieu de soi » (ou de « lieux de soi ») à travers les mouvements d'identification/différenciation dont l'espace habité est à la fois le support, le vecteur et la cible. Le second enjeu touche à la dimension directement politique de l'espace : il intéresse ce que les espaces de l'habiter donnent à lire de *la* politique en tant qu'exercice de la gouvernementalité et *du* politique en tant qu'état et dynamique du vivre-ensemble ; à ce double titre, il interroge l'espace comme champ de conflictualité et de rapports de forces, où se gagnent ou se perdent « les luttes pour la reconnaissance ». De ces mises à l'épreuve de la reconnaissance, les conditions sociales et politiques qui sont faites à « l'habiter » et les formes de détournement, d'invention et de résistance qu'elles suscitent sont partie prenante.

*

La revue poursuit son dessein de donner leur place, aux côtés des contributions qui relèvent de l'essai ou de l'étude scientifique, à la prose littéraire, à la nouvelle, à la poésie, à la photographie. On constatera que les rubriques qui leur sont plus particulièrement consacrées se sont sensiblement étoffées ; on remarquera également les échos et les résonances qui, sans avoir été directement sollicités, se tissent entre textes littéraires et textes scientifiques, entre œuvres visant à édifier une *poiétique* du langage ou de l'image et œuvres puisant dans le langage les ressources d'une pensée et possiblement d'une action.

Et puisque ces textes et ces œuvres ont « l'habiter au cœur », puisque c'est de l'être de l'homme sur la terre qu'ils nous parlent, on ne pourra manquer d'entendre à leur propos la méditation de Heidegger lorsqu'il fait de la poésie la demeure de l'homme sur la terre : « Dichterisch wohnet der Mensch », « C'est poétiquement que l'homme habite ».

Last but no least, notre sommaire s'enrichit d'une nouvelle rubrique, « De la recherche biographique », destinée à accueillir des articles de fond sur ce courant de recherche dont notre revue se revendique et qu'elle a à cœur d'illustrer et d'approfondir.